

## **Gaz, carburants, loyers... : Ce sont les salaires et les revenus qu'il faut augmenter !**

**La colère qui monte dans le pays à propos du prix des carburants doit aussi être transformée en un combat social pour l'augmentation des salaires ■ Le mouvement syndical doit prendre toute sa place dans cette contestation en dépassant la seule augmentation des carburants ■ Nous devons, toutes et tous ensemble, organiser l'extension de la lutte sur les carburants pour obtenir une autre répartition des richesses !**

Oui, il y a urgence car le gouvernement Macron est en train de dresser un écran de fumée à des fins purement politiques, libérales et budgétaires.

### **Les carburants mais pas que...**

Urgence parce que l'augmentation des prix ne concerne pas que les carburants : + 24 % pour le gaz depuis le début de l'année, dont le tiers lié à l'augmentation des taxes.

Et l'inflation annuelle tourne à 2,2 %.

Les pertes de pouvoir d'achat s'accumulent au fil des années.

Pendant ce temps, l'inflation a progressé de près de 9% ! Au 1er avril 2018, les salarié-es de la Poste ont eu 0,75% d'augmentation.

A Orange, même radinerie : les augmentations générales atterrissent à 1,4% pour les non-cadres de droit privé, 0,6% pour les non-cadres fonctionnaires et 0,9% pour les cadres.

Du côté de la branche prestataires (centres d'appels, entre autres), les cinq premiers coefficients de la grille de rémunération sont aujourd'hui au niveau du SMIC ou flirtent avec. Or, cela représente la quasi-totalité des employé-e.s.

Enfin, les politiques de concentration des services des entreprises que sont la Poste et Orange augmentent considérablement les distances domicile/travail.



Pour les fonctionnaires, hormis les deux fois 0,6% avant le départ de F. Hollande, les traitements sont gelés depuis juillet 2010.

### **Ecrans de fumée**

Ecran de fumée car ce gouvernement brouille les pistes pour diviser le monde du travail : il pioche dans les poches des retraité-es, il balance quelques piécettes pour les minima sociaux, il augmente la CSG et baisse les cotisations sociales au mois d'octobre en annonçant que le pouvoir d'achat va repartir de plus belle. Tu parles ! 15 euros net pour un-e smicard-e !

La baisse d'un tiers de la taxe d'habitation passe en boucle dans la bouche des ministres... pendant ce mitraillage médiatique, sa majorité prévoit de fiscaliser les aides «sociales», comme les chèques-vacances, attribuées par les comités d'entreprise !

Au passage, les salarié-es et les fonctionnaires de la Poste et les fonctionnaires d'Orange ne verront rien de cette baisse des cotisations. Comme en janvier.

## L'écologie ? Quelle blague !

Ecran de fumée car les augmentations des taxes sont vendues comme participant à la transition énergétique. Au risque de détruire toute idée d'évolution sur cette question primordiale, alors que la raison est purement budgétaire : 20% de la TICPE va à la transition énergétique (cf. tableau).

En gros, le gouvernement augmente le prix de l'essence pour nous apprendre à nous en passer et nous conseille de faire du vélo ou, mieux, d'acheter une voiture «propre», avec la prime à la conversion.

Question : pourquoi l'âge moyen des 33 millions de voitures roulant en France est passé à 9,1 ans en 2017 contre 5,8 ans en 1990 ? L'évolution du pouvoir d'achat n'est pas étrangère à cette tendance.

## Un "pognon de dingue" aux riches !

Ecran de fumée car ce gouvernement a lâché aux riches au moins 6 milliards en supprimant l'ISF et en instaurant un prélèvement forfaitaire unique pour les revenus du capital. Tout ça n'aurait pas pu servir à la transition énergétique ??

De l'argent il y en a... il faudra aller le chercher pour mieux le redistribuer et faire des choix de construction de société écologiquement et socialement responsable. En 2017, les entreprises constituant l'indice phare de la Bourse parisienne (le CAC40) ont versé 45,1 milliards d'euros de dividendes. Ce chiffre pourrait atteindre les 46,8 milliards cette année.

Hypocrisie enfin quand la réforme ferroviaire évoquait la fermeture de milliers de kilomètres de lignes, projet mis sous le tapis le temps de casser le statut des cheminots. Or, l'offre de transports publics devra se développer si l'on veut vraiment faire baisser la consommation énergétique, la pollution...

AFFECTATION DE LA TICPE 2017-2019			
<i>(en milliards d'euros)</i>			
Année	2017 exécution	2018 Prévision d'exécution	2019 Prévision
État budget général	11,1	13,3	17,0
État Cas Transition énergétique	6,1	7,2	7,2
<i>Sous-total État</i>	17,2	20,5	24,2
Départements	6,0	5,9	5,9
Régions (hors part Grenelle)	5,0	5,2	5,2
Régions part Grenelle	0,6	0,6	0,6
Agence de financement des infrastructures des transports de France (AFITF)	1,1	1,0	1,2
<b>Total</b>	<b>30,5</b>	<b>33,8</b>	<b>37,7</b>

*Source : réponse du Gouvernement au questionnaire du Rapporteur général.*

TICPE = taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.  
D'un point de vue budgétaire, un CAS (compte d'affectation spécial) est un outil comptable qui permet de "tracer" des dépenses vers un objectif précis avec des ressources pré-affectées. On voit que 20% des sommes de la TICPE vont à la transition énergétique.

## La vraie question, c'est le niveau des retraites, des prestations sociales et de la rémunération des salarié-es !

L'augmentation des salaires, des retraites et des prestations sociales renvoie à la même question que l'avenir de nos retraites. La preuve : dans un pays où la richesse créée augmente régulièrement, il n'y a aucune raison que nos salaires décrochent !

- Ponction sur les dividendes du capital de plus en plus élevés,
- Justice sociale avec des réformes fiscales pour ceux et celles en bas de l'échelle :

**Ce ne sont pas de doux rêves !**

**C'est un principe de réalité à imposer !**

**Nous sommes prêts à toutes les manifestations et initiatives collectives qui vont dans ce sens**